

2° Les restructurations ou fusions en cours ;

3° L'existence d'une procédure collective en cours ;

4° Le franchissement du seuil d'effectifs prévu aux articles [L. 1142-8](#), [L. 1142-9](#) et [L. 2242-8](#) au cours des douze mois précédant celui de l'envoi de la mise en demeure mentionnée à l'article [R. 2242-3](#).

## R. 2242-7

Décret n°2019-382 du 29 avril 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les revenus d'activité qui constituent la base du calcul de la pénalité mentionnée à l'article [L. 2242-8](#) sont ceux du mois entier qui suit le terme de la mise en demeure mentionnée à l'article [R. 2242-3](#). La pénalité est due pour chaque mois entier à compter du terme de la mise en demeure mentionnée à l'article [R. 2242-3](#) et jusqu'à la réception par l'inspection du travail, selon le cas, de l'accord relatif à l'égalité professionnelle conclu à l'issue de la négociation mentionnée au 2° de l'article [L. 2242-1](#), du plan d'action prévu à l'article [L. 2242-3](#), de l'accord ou de la décision de l'employeur mentionné à l'article [L. 1142-9](#) ou de la preuve de la publication des indicateurs mentionnés à l'article [L. 1142-8](#).

## R. 2242-8

Décret n°2019-382 du 29 avril 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi adresse à l'employeur qui n'a pas rempli les obligations en matière d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes définies aux deux premiers alinéas de l'article [L. 2242-8](#), par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur réception, une notification motivée du taux de la pénalité qui lui est appliqué, dans le délai de deux mois à compter de la date d'expiration de la mise en demeure prévue à l'article [R. 2242-3](#), et lui demande de communiquer en retour le montant des gains et rémunérations servant de base au calcul de la pénalité conformément à l'article [R. 2242-7](#) dans le délai de deux mois. A défaut, la pénalité est calculée sur la base de deux fois la valeur du plafond mensuel de la sécurité sociale par mois compris dans la période mentionnée à l'article [R. 2242-7](#).

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi émet un titre de perception pris en charge par le directeur départemental ou régional des finances publiques qui en assure le recouvrement comme en matière de créance étrangère à l'impôt et au domaine.

## R. 2242-9

Décret n°2017-1703 du 15 décembre 2017 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La demande de l'employeur mentionnée au premier alinéa de l'article [L. 2242-9](#) est adressée par tout moyen permettant d'apporter la preuve de sa réception par le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

La demande doit comporter :

1° La raison sociale de l'établissement, ses adresses postale et électronique le cas échéant ;

2° Son numéro de SIRET ;

3° Les références aux dispositions législatives ou réglementaires au regard desquelles la demande est à apprécier ;

4° L'accord ou le plan d'action mentionnés à l'article [L. 2242-8](#). Le plan d'action est accompagné, le cas échéant, du procès-verbal de désaccord mentionné à ce même article.

## R. 2242-10

Décret n°2017-1703 du 15 décembre 2017 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La demande est réputée complète si, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi n'a pas fait connaître à l'employeur la liste des pièces ou des informations manquantes.

A réception de ces pièces ou informations, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi notifie au demandeur que la demande est complète. En l'absence de réception des pièces et informations manquantes dans un délai d'un mois, la demande est réputée caduque.